

*Impôt sur le revenu*

unique de pouvoir refaire la structure du Québec et des provinces Maritimes et ainsi que celle de l'Ontario en partie.

Monsieur le président, même si notre gouvernement par sa politique en matière de textiles a confirmé hors de tout doute qu'il a la volonté de sauver et de maintenir tous les emplois dans le domaine du textile, nous devons honnêtement nous demander si au Canada nous devons jusque dans les années 2000 maintenir 200,000 emplois dans le secteur du textile au Canada. Ne devrions-nous pas nous interroger comment nous pourrions, à long terme, lorsque la situation nous le permettra, recycler une partie de la main-d'œuvre si telle est la nécessité du futur, recycler une partie de la main-d'œuvre qui œuvre actuellement dans le secteur du textile vers d'autres secteurs où nous sommes plus concurrentiels sur le plan international et par conséquent recycler, non pas seulement le capital humain, mais le capital tout court, l'argent ainsi que l'équipement vers des secteurs plus productifs. A mon avis, il ne s'agit pas de faire de la politiciannerie avec ces sujets, mais il nous faut s'asseoir avec les syndicats et les dirigeants d'entreprises pour étudier à long terme comment nous pouvons, par de tels procédés de recyclage, amener la main-d'œuvre dans des secteurs où elle sera elle-même mieux payée.

Monsieur le président, l'ancien ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Chrétien), actuellement ministre des Finances, s'est engagé dans cette voie. Le ministre de l'Industrie et du Commerce, pour sa part, est en train de faire une analyse détaillée de chacun des secteurs industriels du pays, afin de savoir quelle est la position concurrentielle des secteurs industriels par rapport à des secteurs identiques dans d'autres pays et quels sont les points forts là où nous pourrions concentrer notre main-d'œuvre, notre capital et où le Canada se trouve avantagé sur le secteur technologique.

Monsieur le président, je pense qu'à long terme c'est ce type de question qu'il faut se poser. Lorsque l'on voit une fermeture d'usine, on peut évidemment chercher toutes les causes passées. Il y en a de multiples et, à mon avis, l'opposition pourrait sûrement en énumérer plus qu'elle l'a fait dans le passé, mais il faut se demander comment chacun de ces secteurs industriels peut en arriver à commencer, et s'il ne le peut pas, il faut être assez honnête pour envisager la situation et trouver où on doit diriger la main-d'œuvre.

Monsieur le président, je pense que les plans fiscal et monétaire ont été les instruments. Dans le passé, les instruments ont été utilisés tant par les gouvernements provinciaux que fédéraux, mais étant donné la situation mondiale et nationale actuelle, il est impossible que nous puissions envisager de continuer ainsi uniquement en nous basant sur ces deux instruments de travail, c'est-à-dire de temps à autre des déductions d'impôt et de temps à autre des interventions sur le plan de la politique monétaire. Ces interventions, si elles peuvent être valables à court terme, ne sauront sûrement pas apporter au Canada la prospérité attendue et la prospérité surtout possible étant donné toutes les richesses que nous avons au Canada. Si la dévaluation du dollar canadien peut temporairement avantager nos exportations, on doit aussi constater qu'elle aura sûrement un effet négatif sur l'indice de l'inflation. Je pense qu'on ne peut pas uniquement compter sur cela pour pouvoir se stabiliser dans l'avenir.

Monsieur le président, le ministre des Finances, comme celui où j'ai la chance et l'honneur de travailler, s'attaque aux

vrais problèmes, à la racine des maux et tente justement d'œuvrer avec tous les partenaires, syndicats et employeurs, pour justement rationaliser, concentrer notre production là où nous sommes plus forts, là où nous pouvons être plus efficaces non seulement sur le marché national, mais aussi sur le marché international.

Monsieur le président, une autre chose est essentielle si on pense à une restructuration industrielle à long terme et à des politiques monétaire et fiscale à court terme, et ce dans n'importe quel pays, c'est la confiance des travailleurs dans l'avenir de leur industrie, la confiance des investisseurs et cette confiance, au Canada, malheureusement, nous l'avons perdue en partie depuis quelque temps.

Je ne veux pas jouer au sorcier, je ne veux pas identifier des groupes ou des individus plus que d'autres. Je pense, monsieur le président, que si l'on ne veut pas trouver les coupables, on devrait pour le moins tenter de trouver comment on pourra réinstaurer ce climat de confiance au Canada, climat de confiance qui est essentiel. Je pense que la première des choses que nous avons à faire, c'est d'offrir à ceux qui œuvrent dans ce milieu des garanties politiques à long terme.

Il est évident, monsieur le président, qu'on peut accuser un politicien de vouloir jouer au démagogue lorsque l'on dit qu'une insécurité politique entraîne justement des pertes d'investissements. Dans certains pays d'Amérique du Sud certaines multinationales vont investir. Soit! Et j'entends des gens utiliser cet exemple souvent pour mentionner que l'insécurité politique n'est pas un facteur. Mais dans certains pays que je ne nommerai pas, ils y vont, mais à condition que le capital de risque soit environ 20 p. 100 du capital investi dans un projet, ils vont investir ces 20 p. 100 pourvu qu'ils puissent les récupérer dans trois ans, alors qu'en Ontario la moyenne de récupération sur le capital investi de risque est de 33 ans. Il existe donc beaucoup moins de projets qui assurent une récupération du capital en trois ans plutôt qu'en 33 ans, et c'est pour cette raison que de tels projets sont très rares.

Monsieur le président, je pense que le peuple canadien, avec les richesses naturelles qu'il possède, avec le potentiel humain et, également, avec sa volonté de réussir ensemble malgré les différences, devrait mettre ces facteurs en valeur afin que nous puissions assurer à tous et à chacun la confiance nécessaire, afin de croire en l'avenir de notre pays. Pour ceux qui disent que la situation est critique, soit, elle l'est. Mais faisant partie du Canada, nous pouvons nous assurer notre approvisionnement en matières énergétiques pour de longues années. Le Québec ne produit actuellement que 27 p. 100 de l'énergie consommée sur son territoire. Nous pouvons compter pour le reste de nos approvisionnements, soit 54 p. 100 de l'énergie consommée qui est du pétrole, 24 p. 100 est du gaz naturel, et le reste étant du charbon, du *coal* ou du coke, on peut être au moins certain d'un approvisionnement qui nous vient de l'Ouest de notre propre pays.

Monsieur le président, je pense que nous avons là un avantage extraordinaire. On n'a qu'à penser à toutes les richesses encore inconnues qui existent et qui sont là dans nos Territoires du Nord-Ouest, ou encore dans la région de l'Arctique, pour se vanter et l'utiliser comme un élément de promotion afin de dire aux gens qui sont ailleurs: Vous pouvez avoir encore confiance en l'économie canadienne, ainsi qu'en notre avenir. Souvent il n'y a pas que le prix de l'approvisionnement